ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 7 décembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "réglant l'exécution de la loi du 11 mai 1967 relative au régime d'accise de la bière", a donné le 10 janvier 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e december 1967 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot uitvoering van de wet van 11 mei 1967, betreffende het accijnsregime van bier", heeft de 10e januari 1968 het volgend advies gegeven :

Au préambule, il conviendrait de viser, après les deux lois qui y sont citées, l'avis du conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise prévu par l'article 15 de la convention coordonnée du 29 janvier 1963.

Le chapitre Ier du titre Ier devrait être intitulé "Définitions" au lieu de "Termes conventionnels".

Article 2.

A l'alinéa 2, une discordance existe entre le texte français ("dispositions du présent article") et le texte néerlandais ("het bepaalde in voorgaand lid"); il conviendrait dans les deux cas de se référer à l'alinéa 1er.

Article 5.

Une discordance existe entre le texte français ("sont à" soumettre) et le texte néerlandais ("zijn" aan de accijns onderworpen). Pour supprimer cette discordance, il est proposé d'écrire dans le texte français : "sont soumis à l'accise".

Une observation analogue doit être faite pour de nombreuses dispositions, parmi lesquelles on peut relever notamment les articles 3, alinéa 2, 7, alinéa 2, 10, alinéa 3, 11, alinéas1er et 2, etc...

.../...

Article 9.

Cet article prévoit que le droit d'accise est dû sans distinguer si la bière est destinée à être vendue ou cédée à des tiers ou à être consommée par le producteur

Cette règle ne constitue pas une mesure de perception de l'impôt, mais tend plutôt à asseoir d'une manière plus formelle la débition de l'impôt.

En ce faisant, elle sort des limites des pouvoirs confiés par la loi au Ministre des Finances. L'article 9 du projet devrait donc être omis.

Article 16.

Au 2°, les sociétés devraient être tenues d'indiquer, dans la déclaration, leur siège social, de même que les personnes physiques doivent y indiquer leur domicile.

La référence : "la date du Moniteur belge en annexe duquel les statuts de la société ont été publiés" manque d'exactitude. En effet, les annexes du Moniteur sont publiées indépendamment de celui-ci et ne paraissent pas quotidiennement.

Il est proposé de rédiger l'article 16, 2°, ainsi qu'il suit :

.../...

"2° les nom, prénoms, profession et domicile de l'exploitant et, s'il s'agit d'une société, la dénomination sociale, le siège social ainsi que la date de la publication des statuts de la société aux annexes du Moniteur belge".

Article 18.

Cet article prévoit que les brasseries doivent être agréées. Il ne s'agit pas d'une agréation de nature économique comme celle qui concerne les entreprises d'assurance.

L'agréation concerne les bâtiments de la brasserie et ses installations.

C'est ainsi qu'a toujours été entendu et appliqué le § 25 de l'arrêté ministériel du 22 novembre 1938, actuellement en vigueur, qui prévoit : "Les installations sont agréées et le schéma est approuvé ... ".

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier la nature et la portée de l'agréation. En conséquence, il est proposé de rédiger le début de l'article 18 du projet ainsi qu'il suit :

"Article 18.-

Les bâtiments et les installations de la brasserie doivent être agréés et le plan approuvé ... ".

.../...

Article 28.

Cet article prévoit deux interdictions :

1° celle de fabriquer un autre produit que la bière dans la brasserie;

2° celle de conserver dans la brasserie d'autres produits que ceux qui sont nécessaires à la fabrication des bières.

La dernière phrase de l'article 28 doit être comprise comme une levée de ces deux interdictions en ce qui concerne la fabrication d'eaux de boisson et de limonades.

Il conviendrait, dès lors, de ne faire qu'un alinéa des deux premières phrases de l'article et de commencer le second alinéa par les mots : "Il est fait exception à ces interdictions en ce qui concerne les eaux de boisson et les limonades, pour autant que leur fabrication ait lieu ... ".

A la fin de cet article, la mention : "(voir aussi article 78)" doit être omise.

Article 29.

Cet article (qui remplacera le § 31 de l'arrêté ministériel de 1938) doit permettre, tout comme le § 31 précité, au directeur général d'accorder des dérogations aux conditions qu'il détermine.

.../...

Il ne s'agit pas d'attribuer au directeur général un pouvoir réglementaire mais de lui permettre d'imposer dans chaque cas des conditions particulières de nature à empêcher la fraude : par exemple, l'apposition d'un cadenas, l'interdiction de la présence de sucre près d'une machine destinée à plusieurs usages (bière et limonade), etc...

Il est, dès lors, proposé de préciser le texte du projet en écrivant : "aux conditions particulières qu'il détermine".

La même observation vaut pour les articles 43 , alinéa 2, et 49.

Article 35.

Le début de cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 35.-

Les agents jaugent, par empotement, la capacité ... ".

Article 37.

A l'alinéa 2, le terme "ustensiles" paraît mal employé pour qualifier les chaudières, cuves-guilloires ou autres vaisseaux.

Il existe une discordance entre les mots "peints à l'huile" qui, dans le texte français, figurent à la fin de l'alinéa 2,et le mot "schilderen" qui est employé par le texte néerlandais.

.../...

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"Lorsque les chaudières, cuves-guilloires ou autres vaisseaux sont utilisés comme vaisseau-collecteur, le brasseur porte en outre sur ceux-ci ou sur les tablettes, au-dessous des indications prescrites par l'alinéa 1er, les mots : "vaisseau-collecteur n° ...", peints à l'huile".

Article 39.

Le Conseil d'Etat estime que la non-application de la formalité prévue à cet article n'entraîne pas la nullité de l'acte juridique considéré.

Article 59.

A l'alinéa 2, dans la version française, il y a lieu d'écrire : "jusqu'à 17 1/2 ° C".

Article 65.

Il est proposé de rédiger le début du 1° comme suit :

"1° 5 p.c. de la quantité constatée par les agents au cours de la période de réunion, éventuellement augmentée ... ".

.../...

Article 67.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 67.-

Le brasseur qui entend disposer d'eau chaude, en dehors du temps de fabrication d'un brassin, est tenu de remettre au receveur une déclaration pour brasser 288 qui indique :

1° soit qu'il aura de l'eau chaude en tout temps;

2° soit la date et l'heure à laquelle le chauffage commencera et la date et l'heure à partir desquelles il n'aura plus d'eau chaude dans sa brasserie.

La déclaration prévue à l'alinéa 1er, 1°, est valable jusqu'à révocation.

Pour l'application de l'alinéa 1er, est considérée comme chaude, l'eau qui atteint la température de 40°C ou plus.

L'article 40, alinéa 2, est applicable à la déclaration précitée".

Article 79.

A l'alinéa 2, les mots "l'existence" pourraient être remplacés par les mots "la présence".

.../...

Article 90.

Il est proposé de remplacer les mots "l'accueil de la demande" par les mots "la décision favorable du directeur régional".

Article 103.

A la fin de la phrase liminaire, le mot "attendu" doit être remplacé par le mot "entendu".

Article 105.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 105.-

L'arrêté ministériel du 22 novembre 1938 réglementant la perception de l'accise sur les bières et les dispositions qui le modifient sont abrogés".

Article 106.

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué l'intention du Gouvernement est de publier et de faire entrer en vigueur le présent projet en même temps que la loi qu'il exécute.

Dans ces conditions, le titre VIII et l'article 10 sont inutiles. Il suffit que l'arrêté soit publié en même temps que la loi.

In de aanhef zou, na de twee aangehaalde wetten, moeten worden verwezen naar het advies van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie , bedoeld in artikel 15 van de gecoördineerde overeenkomst van 29 januari 1963.

Hoofdstuk I van titel I zou in de Franse tekst als opschrift moeten krijgen "Définitions" in plaats van "Termes conventionnels".

Artikel 2.

In het tweede lid is de Franse tekst ("dispositions du présent article") niet in overeenstemming met de Nederlandse ("het bepaalde in voorgaand lid"); in beide gevallen moet worden verwezen naar het eerste lid.

Artikel 5.

Er is gemis van overeenstemming tussen de Franse tekst ("sont à" soumettre) en de Nederlandse ("zijn" aan de accijns onderworpen). Om dit te verhelpen, wordt voorgesteld in de Franse tekst te lezen : "sont soumis à l'accise ".

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt voor tal van andere bepalingen, waaronder bijvoorbeeld de artikelen 3, tweede lid, 7, tweede lid, 10, derde lid, 11, eerste en tweede lid, enz...

.../...

Artikel 9.

Dit artikel bepaalt dat de accijns verschuldigd is "ongeacht of het bier bestemd is om aan derden te worden verkocht of afgestaan, dan wel om door de voortbrenger zelf te worden verbruikt".

Deze regel is geen maatregel voor het heffen van de belasting, maar heeft veeleer tot doel een formelere grondslag voor de belasting te vestigen.

Zodoende valt hij buiten de bevoegdheid welke de wet aan de Minister van Financiën heeft verleend. Artikel 9 van het ontwerp zou dus moeten vervallen.

Artikel 16.

In 2° zou aan de vennootschappen de verplichting moeten worden opgelegd om in de aangifte hun maatschappelijke zetel te vermelden, zoals de natuurlijke personen hun woonplaats moeten vermelden.

De vermelding "de datum van het Belgisch Staatsblad in welks bijlage haar statuten zijn verschenen" is niet geheel juist. De bijlagen van het Staatsblad worden immers los daarvan gepubliceerd en verschijnen niet iedere dag.

Voorgesteld wordt, artikel 16, 2°, als volgt te lezen :

.../...

"2° naam, voornamen, beroep en woonplaats van de exploitant en, indien het een vennootschap betreft, de firmanaam, de zetel van de vennootschap alsook de datum waarop de statuten van de vennootschap in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt" .

Artikel 18.

Dit artikel stelt dat "de brouwerijen moeten worden aanvaard". Het gaat hier niet om een "toelating" van economische aard zoals het geval is met de verzekeringsondernemingen.

De "aanvaarding" slaat op de gebouwen en de installaties van de brouwerij. In die zin is steeds verstaan en toegepast § 25 van het thans geldende ministerieel besluit van 22 november 1938, hetwelk bepaalt : "Inrichtingen en schets worden goedgekeurd : ...".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering de aard en de strekking van de "aanvaarding" te wijzigen. Derhalve wordt voorgesteld, artikel 18 van het ontwerp als volgt te doen beginnen :

"Artikel 18.-

De gebouwen en installaties van de brouwerij moeten worden aanvaard en het plan moet worden goedgekeurd:..."

.../...

Artikel 28.

Dit artikel bevat twee verbodsbepalingen :

1° de eerste verbiedt in de brouwerij een ander produkt dan bier te vervaardigen;

2° de tweede verbiedt in de brouwerij andere produkten op te slaan dan nodig zijn voor het vervaardigen van bier.

De laatste volzin van artikel 28 moet worden gezien als een opheffing van beide verbodsbepalingen "voor de fabricage van drinkwater en limonade".

De eerste twee volzinnen van het artikel zouden dan ook tot één lid moeten worden verwerkt en het tweede lid zou als volgt moeten beginnen : "Hierop wordt nochtans een uitzondering gemaakt voor drinkwater en limonade, voor zover die worden vervaardigd in ...".

Aan het slot van dit artikel moeten de woorden "(zie ook artikel 78)" vervallen.

Artikel 29.

Dit artikel (dat § 31 van het ministerieel besluit van 1938 zal vervangen) moet, zoals eerdervermelde § 31, de directeur-generaal in staat stellen afwijkingen toe te staan van de door hem bepaalde voorwaarden.

.../...

Het gaat er niet om aan de directeur-generaal verordeningsbevoegdheid te verlenen maar wel hem in staat te stellen in elk geval bijzondere voorwaarden op te leggen om bedrog te voorkomen : bijvoorbeeld het aanbrengen van een hangslot, het verbod suiker in de nabijheid te laten van een machine die voor meer dan een gebruik bestemd is (bier en limonade), enz ...

Derhalve wordt voorgesteld,de tekst van het ontwerp als volgt te verduidelijken : "Onder de door hem te stellen bijzondere voorwaarden".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 43, tweede lid, en 49.

Artikel 35.

Het begin van dit artikel zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Artikel 35.-

De ambtenaren stellen het inhoudsvermogen van ... vast door waterijking".

Artikel 37.

In het tweede lid van de Franse tekst lijkt de term "ustensiles" slecht gekozen voor het aanwijzen van de ketels, gijlkuipen of andere vaten.

.../...

Er is gemis van overeenstemming tussen de woorden "peints à l'huile" die in de Franse tekst aan het slot van het tweede lid staan en het woord "schilderen" dat in de Nederlandse tekst is gebruikt.

Men leze het tweede lid als volgt :

"Wanneer de ketels, gijlkuipen of andere vaten als verzamelvat worden gebruikt, moet de brouwer bovendien daarop of op de bordjes, beneden de in het eerste lid voorgeschreven gegevens, de woorden "verzamelvat nr. ..." in olieverf schilderen".

Artikel 39.

De Raad van State meent dat het niet- vervullen van de in dit artikel voorgeschreven formaliteit de bewuste rechtshandeling niet nietig maakt.

Artikel 59.

In het tweede lid van de Franse versie moet worden gelezen : "jusqu'à 17 1/2°C".

Artikel 65.

Men beginne de tekst onder 1° als volgt :

"1° 5 t.h. van de hoeveelheid door de ambtenaren vastgesteld gedurende het tijdperk tot bijeenbrengen, eventueel verhoogd met ...".

.../...

Artikel 67.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 67.-

De brouwer die over warm water wil beschikken buiten de tijd van het brouwen, moet bij de ontvanger een brouwaangifte 288 indienen waarop wordt vermeld :

1° ofwel dat er te allen tijde warm water zal zijn;

2° ofwel dag en uur waarop het verwarmen zal beginnen en dag en uur waarop er geen warm water meer in zijn brouwerij zal zijn.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde aangifte geldt tot wederopzeggens.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt als warm beschouwd, water met een temperatuur van 40° C of meer.

Artikel 40, tweede lid, is op eerdervermelde aangifte van toepassing".

Artikel 79.

In het eerste lid moet het woord "bronnen" worden vervangen door "brouwer".

In het tweede lid, Franse tekst, kunnen de woorden "l'existence" worden vervangen door "la présence".

Artikel 90.

Voorgesteld wordt de woorden "de inwilliging van een aanvraag" te vervangen door "de gunstige beslissing van de gewestelijke directeur".

.../...

Artikel 103.

In de Franse tekst moet aan het slot van de laatste volzin het woord "attendu" worden vervangen door "entendu".

Artikel 105.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 105.-

Het ministerieel besluit van 22 november 1938 waarbij de heffing van de bieraccijns gereglementeerd wordt, en de bepalingen die het hebben gewijzigd, worden opgeheven".

Artikel 106.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het in de bedoeling van de Regering het onderhavige ontwerp bekend te maken en in werking te doen treden samen met de wet welke het uitvoert.

Dan is titel VIII met artikel 106 overbodig en is het voldoende dat het besluit samen met de wet wordt bekendgemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) G.VAN BUNNEN.